

INTERVENTION DE LA FSU TEIOS AU BDFN* FSU

*Bureau délibératif fédéral national (BDFN)
Le 12 janvier 2026

Face aux évolutions du marché du travail, à la mutation des emplois et pour lutter contre le chômage de masse, la compétence est la clé de voûte d'une croissance durable et inclusive. »
Ce sont les termes employés par le gouvernement sur son site travail-emploi.gouv.

Pour ce faire, le gouvernement ne trouve rien de mieux que de diminuer les ressources de son opérateur France travail. Dans le budget 2026, il était question de diminuer de 515 postes les effectifs.

Cela ne suffisant pas, dans le projet de budget de France travail transmis aux membres du conseil d'administration ont été ajoutés :

- Une baisse de 523 ETPT hors plafond, ce qui ajouté aux 515 postes porte à plus de mille la baisse d'effectif. (le budget de personnel est construit sur la base de 52 463 ETPT, soit -1 038 ETPT par rapport au budget 2025).
- 1000 Services civiques en moins.
- Une baisse de la subvention pour charge de service public à hauteur de 225 M€.
- Une baisse des financements nationaux du Plan d'investissement dans les compétences de 81 M€ soit 40 %.
- Une baisse de 34 % (84 M€) des Pactes régionaux d'Investissement dans les compétences (Pric) portés en propre par France Travail.
- La subvention de l'État baisse de 183 M€ par rapport au budget 2025.
- le budget relatif aux dépenses d'intervention est en baisse de -159,9 M€ (-7 %) par rapport au budget 2025 et de -9,3 M€ par rapport à la prévision d'atterrissement 2025.

En revanche, le financement des dépenses d'accompagnement des adhérents au CSP est estimé à 73,8 M€, en hausse de +1,4 M€. Cette hausse s'explique par une augmentation prévisionnelle des entrées, c'est-à-dire plus de licenciements économiques à venir. Les produits relatifs au cofinancement par le Fonds social européen s'élèvent à 189,7 M€ "en quasi-stabilité" (+1,9 M€) par rapport au budget 2025.

D'un autre côté il faut aller chercher de l'argent. la délégation d'une enveloppe Agefiph et FIPHFP à destination de l'emploi accompagné estimée à +15,7 M€ et a contrario la fin du recours aux contrats aidés (PEC) pour -5,1 M€ participent de ces recettes de même que la part des missions locales qui s'élèverait à 2,2 M€ consacrés à la gestion du SI des missions locales.

Il va donc falloir faire encore et toujours plus avec moins.

Mais rassurons-nous, la cour des comptes est satisfaite de l'impact de l'IA à France travail.

Une Intersyndicale se tiendra la semaine prochaine avec en perspective une mobilisation.



**ENGAGÉ·ES
AU QUOTIDIEN**



fsu-teios@fsu.fr



<https://fsu-teios.fr>